



Distr.: LIMITÉE

E/ECA/ACGD/RC.VII/04/20
7 octobre 2004

**NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Centre africain pour le genre et le développement

Septième Conférence régionale africaine sur les femmes
*Examen décennal de la mise en œuvre de la Plate-forme
d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing*

6-14 octobre 2004
Addis-Abeba

*Utilisation de données sexuées dans l'élaboration
de politiques de réduction de la pauvreté*



1. Introduction

Le but de la présente note de synthèse est d'examiner les progrès accomplis depuis l'adoption de la Plate-forme d'action de Beijing, en 1995, dans la production et l'utilisation de données sexuées, en vue de résoudre des questions clés liées à l'élaboration de politiques propres à réduire la pauvreté. Elle propose des mesures que les gouvernements africains doivent prendre pour remplir les objectifs stratégiques et du Programme d'action de Beijing.

2. Problèmes clés liés à l'utilisation de données sexuées dans l'élaboration de politiques propres à réduire la pauvreté

En matière d'élaboration des politiques, le grand problème de la plupart des pays africains tient à ce que les statistiques nationales ne tiennent pas compte du genre dans un grand nombre de domaines. Tout d'abord, de façon générale, l'économie envisage les ménages, dans lesquels les femmes font l'essentiel du travail, comme des consommateurs et non comme des producteurs utilisant leur propre main-d'œuvre et leur propre capital.

Deuxièmement, à de rares exceptions près, la théorie économique ne débat pas du temps que prennent les différents processus de production des ménages dont les intrants et les produits ne sont pas rémunérés. Or, le temps est une ressource critique pour la productivité nationale. Les gens peuvent manquer d'argent mais aussi de temps. Les femmes, en particulier dans les zones rurales, sont soumises à de fortes contraintes de temps car elles doivent équilibrer les diverses exigences de leurs rôles social, de production, de reproduction et de gestion communautaire. Cela entraîne souvent une diminution de la productivité et une augmentation des coûts de production, qui se manifestent au sein des ménages comme dans les économies de marché. Le manque de temps est considéré comme une cause sérieuse de pauvreté et de vulnérabilité. L'importance de la charge de travail supportée par les femmes dans le cadre de l'économie des ménages risque de les empêcher de saisir des opportunités de s'engager dans des activités commerciales.

Troisièmement, le sexisme des politiques macroéconomiques, qui accordent la plus haute valeur aux pans monétaires de l'économie dominés par les hommes, au détriment de l'économie des ménages, dominée par les femmes, peut être attribué, d'une part, à l'insuffisance des données et, d'autre part, aux résistances des mentalités. Ainsi, faute de statistiques sexuées concernant les heures de travail et résultant d'enquêtes sur les budgets-temps, les recensements de la population continuent de donner une image fautive du travail, conformément à une hiérarchie qui place le travail rémunéré devant la production et les services assurés par les ménages. Le caractère invisible de la contribution réelle des femmes dans les économies africaines les empêche de négocier une part plus juste des ressources nationales.

Quatrièmement, le manque de données sexuées continue d'empêcher les gouvernements africains de se faire une idée exacte de l'utilisation des ressources humaines dans leurs propres pays. Par exemple, de nombreuses politiques économiques transfèrent aux ménages la responsabilité de la prestation de certains services jusqu'alors fournis par l'État (c'est le cas notamment de la privatisation de services sociaux tels que la santé, dans le contexte de la propagation fulgurante du VIH/sida qui impose de donner des soins aux malades et aux

orphelins). Jusqu'à présent, ces aspects sont passés sous silence, faute d'utiliser des données sexuées dans des cadres macroéconomiques tels que les comptes nationaux satellites de la production des ménages, qui sont jusqu'à présent utilisés de manière inadéquate.

En conséquence, les débats et décisions politiques concernant le développement économique et social dans chaque pays ne reposent pas sur des informations fiables.

Ainsi, depuis l'adoption du Programme d'action de Beijing, les organismes africains de statistique n'ont pas amélioré la base de leur estimation du Revenu national brut (RNB) et des produits national et intérieur bruts (PNB et PIB). De même, les gouvernements n'ont pas reconnu officiellement la contribution de la production et des services assurés par les ménages en matière de réduction de la pauvreté et ne l'ont pas intégrée dans les processus nationaux de budgétisation et d'élaboration des politiques. Ils n'ont pas encore adopté de chiffres qui reflètent plus précisément le système économique complet, avec des données sur les enquêtes des ménages, qui amélioreraient beaucoup la modélisation et les prévisions des économies africaines.

Ainsi, une stratégie de croissance en faveur des pauvres qui vise à réduire les inégalités entre les sexes en matière de pauvreté devrait chercher à faire évoluer les mentalités de toutes les parties prenantes en ce qui concerne la définition du «travail» et des «activités économiques».

Aujourd'hui, les inégalités entre les sexes, en termes de pauvreté, demeurent importantes. Les femmes d'Afrique subsaharienne représentent près de 70% des 300 millions de personnes qui, d'après les estimations, vivent avec moins d'un dollar par jour (Secrétariat du Commonwealth, 2003). En matière de lutte contre la pauvreté, les inégalités entre les sexes s'entendent comme les différences entre le niveau de pauvreté des hommes et celui des femmes. Là aussi, des données sexuées doivent être élaborées pour distinguer avec davantage de précision les circonstances des hommes de celles des femmes, en termes d'analyse de la pauvreté. Les inégalités entre les sexes sont une question majeure pour les sociologues comme pour les économistes.

3. Quelles solutions pour la production et l'utilisation de données sexuées aux fins de l'élaboration des politiques?

Pour produire des données sexuées et les appliquer effectivement aux stratégies de réduction de la pauvreté, il faut prendre plusieurs mesures connexes:

- Reconnaître officiellement que l'économie des ménages est une partie intégrante de l'économie nationale totale et qu'elle doit être mesurée et intégrée dans le Système de comptabilité nationale;
- Réformer les systèmes nationaux de statistique pour introduire des enquêtes sur les budget-temps et des enquêtes sur les ménages de façon à générer des données sexuées de première importance;
- Élaborer des outils et des méthodologies pour produire et utiliser des données sexuées provenant d'enquête sur les budgets-temps et d'autres enquêtes sur les ménages;

- Renforcer les capacités des experts nationaux de maîtriser et d'utiliser les outils et méthodologies élaborés;
- Sur la base de données sexuées, établir des comptes nationaux satellites de la production des ménages et calculer **le produit intérieur brut**;
- Encourager la collaboration entre les mécanismes nationaux responsables de la production des statistiques;
- En se fondant sur les comptes nationaux satellites de la production des ménages et sur le produit intérieur brut, élaborer des stratégies permettant d'intégrer le souci d'équité entre les sexes et la production des ménages dans les politiques nationales;
- En se fondant sur les mêmes données, établir des budgets de l'État soucieux d'équité entre les sexes;
- Dans un même temps, en se basant sur les données sexuées issues des enquêtes sur les budgets-temps et d'autres données sur les ménages, construire des modèles macroéconomiques soucieux d'équité entre les sexes pour l'économie totale –ménage et marché- et des modèles de micro simulation soucieux d'équité entre les sexes sur la production des ménages.

4. Le guide d'intégration du genre dans les politiques, budgets et comptes nationaux

Pour pouvoir exploiter les perspectives offertes par la production et l'application effective des données sexuées dans le domaine de la réduction de la pauvreté, dans un premier temps, la CEA a élaboré pour l'Afrique, *Un guide relatif à l'intégration du genre et de la production des ménages dans les politiques, budgets et comptes nationaux* (CEA, 2004). Ce guide est un recueil de bonnes pratiques, dont certaines sont nouvelles, et qui propose des moyens de les adapter à des situations spécifiquement africaines de façon à lutter contre les dimensions sexospécifiques de la pauvreté.

La production de ce guide a été motivée essentiellement par le fait que l'économie classique ne rend pas compte de toute l'activité économique. De même que la plupart des statistiques économiques, elle exclut un volume très important de travail non rémunéré et la production si précieuse de service par les ménages.

Éléments de production des ménages :

- Le travail reproductif non rémunéré que représentent les soins aux enfants, aux personnes âgées ou aux personnes handicapées, la cuisine, la préparation des repas, le ménage, la lessive et les activités bénévoles; toutes ces activités sont considérées à tort comme non économiques parce qu'elles ne sont pas vendues; pourtant, ce sont elles qui garantissent le capital humain et social qui est un intrant de l'économie de marché;
- Le travail de subsistance, en particulier dans le domaine de l'agriculture, où un ménage produit des biens essentiellement pour sa propre consommation;

- Le travail du secteur informel, où les membres d'un ménage produisent pour le marché, alors que leur « affaire » est comptabilisée comme une des activités du ménage.

Objectifs du guide

Le Guide propose des méthodes, matériaux et outils en vue d'améliorer les compétences des statisticiens, des spécialistes de la comptabilité nationale et des analystes dans le domaine de la collecte, de l'analyse et de l'utilisation de données sexuées pour intégrer le travail non marchand des hommes et des femmes, ainsi que la production des ménages (que la comptabilité nationale ignore encore) dans l'élaboration, l'application et l'évaluation de politiques propres à favoriser la croissance et à réduire la pauvreté.

Plus particulièrement, le nouveau guide vise à montrer aux pays africains comment estimer la contribution des ménages en matière de production économique, et comment intégrer cette information dans la formulation des politiques, par le biais des comptes nationaux et du budget de l'État. À l'instar du système de comptabilité nationale, qui est une norme internationale pour tous les pays, le guide propose un cadre de mesure pour un système africain de comptabilité nationale de la production des ménages.

Processus d'élaboration du guide

Après qu'un Groupe d'experts a validé, au cours d'une réunion tenue en mai 2002, le cadre conceptuel et analytique du sous-programme à moyen terme (2001-2005) de la CEA concernant l'intégration de l'équité entre les sexes dans les comptes de la nation et le budget de l'État, la Commission a établi un plan détaillé reflétant la structure et la teneur du guide proposé. En mai 2003, le Groupe d'experts a approuvé le plan sur lequel le guide a été bâti et, en décembre 2003, le même groupe a examiné et validé le projet de guide, en vue de sa mise au point rédactionnelle, de sa traduction en français et de sa publication. Le Groupe consultatif d'experts, qui conseille la CEA sur son programme quinquennal, est composé d'économistes hors classe, de statisticiens, de sociologues et d'experts des questions de genre. Des partenaires de la CEA dans le monde entier en sont membres, de même que des experts venant des ministères des finances de pays africains.

Utilisateurs du Guide

Le Guide peut être utile à des utilisateurs très différents et il est destiné aux producteurs comme aux utilisateurs de statistiques micro et macroéconomiques :

- Bureaux nationaux de statistiques qui recueillent les statistiques microéconomiques et macroéconomiques;
- Analystes politiques qui verront, dans les notions de comptes nationaux du temps et de comptes satellites nationaux de la production des ménages présentées dans le guide, un bon complément des comptes monétaires couvrant les transactions non-

commerciales pour la formulation des politiques et l'analyse de leur impact sur les femmes, la croissance et la lutte contre la pauvreté;

- Les comptables qui établissent la comptabilité nationale;
- Ces groupes cibles adapteraient les modules pour la formation des équipes nationales.

Pourquoi un Guide spécifiquement consacré à l'Afrique?

Il faut absolument traiter d'urgence les problèmes de développement de l'Afrique, tels que la pauvreté généralisée, notamment parmi les femmes, en collectant et en analysant des données sur l'économie des ménages non rémunérée de façon à ce que l'élaboration des politiques la reflète. Plus encore que les autres continents, l'Afrique a besoin d'un guide à cet égard car elle est relativement pauvre en données d'enquêtes sur les budgets-temps et sur les ménages, nécessaires pour intégrer le genre dans la réduction de la pauvreté. Un guide spécifiquement africain est donc requis pour les raisons suivantes :

- Un inventaire mené par la CEA en 2001/2002 dans un certain nombre de pays africains a montré que les rapports nationaux ne contiennent guère d'analyses sexuées;
- Les pays africains dans lesquels des missions ont été effectuées à l'occasion de cet inventaire ont déclaré souhaiter mener des enquêtes sur les budgets-temps, sur la base d'un guide standard destiné à tous les pays africains et qui aborderait les problèmes spécifiques de la région. Ils ont également exprimé un besoin urgent de renforcement des capacités dans le domaine des études sur les budgets-temps, ainsi que de l'analyse et de l'intégration des données sexuées dans l'élaboration des politiques;
- Le fait que les pays africains soient en train d'élaborer des cadres prévoyant l'utilisation des budgets-temps dans l'analyse macroéconomique crée une occasion de normaliser les données des pays africains et d'harmoniser des approches et repères actuellement très hétérogènes. Cela est particulièrement important dans le cadre des efforts d'intégration régionale actuelle ainsi que des nouvelles politiques et stratégies de lutte contre la pauvreté, des Objectifs du Millénaire pour le développement et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Structure du guide

Le présent guide contient trois parties et sept modules. Différents utilisateurs souhaiteront peut-être accorder davantage d'attention à tel ou tel module.

PARTIE I : PRODUCTION DES MÉNAGES

Module 1 : Notions de production des ménages

Dans le module 1, le cadre conceptuel des ménages et de la production des ménages est fourni par le système de comptabilité nationale 1993, sur lequel le reste du guide repose. Le module décrit donc les notions, définitions, et règles de comptabilité du système de comptabilité nationale de 1993 à appliquer dans le module 3. Outre qu'il définit les concepts de production

des ménages, il établit des liens entre la production des ménages et les questions d'équité entre les sexes.

DEUXIÈME PARTIE: STATISTIQUES NATIONALES DU TRAVAIL, DE LA PRODUCTION ET DES MÉNAGES

De manière générale les statistiques économiques nationales officielles du travail et de la production excluent, à l'heure actuelle, le travail non marchand effectué dans l'économie des ménages et la valeur de la production économique qui en résulte. Par conséquent, la deuxième partie montre comment de nouvelles statistiques officielles, réunies à partir des enquêtes sur les budgets-temps, des comptes nationaux de la production des ménages et des enquêtes continues sur les ménages, peuvent être produites pour combler les insuffisances criantes des systèmes statistiques actuels de l'Afrique.

Module 2: Enquêtes sur les budgets-temps

Le module 2 démontre d'abord que les enquêtes sur les budgets-temps sont l'outil le plus important de production de données sexuées. Ces enquêtes permettent de savoir comment les femmes, les hommes et les enfants répartissent le temps entre leurs différentes tâches et quel temps il leur reste pour le repos et les loisirs. Le module démontre également que les enquêtes sur les budgets-temps permettent valablement de mettre en évidence des activités de la production des ménages qui étaient cachées jusque-là. Il montre également que les statistiques des budgets-temps sont des mesures de l'utilisation du capital humain (ressources humaines) et que le travail est l'utilisation du capital humain dans le but de générer des productions de valeur, que ces productions soient vendues ou non et que le travail soit rémunéré ou non. Par conséquent, les statistiques économiques du travail devraient couvrir aussi le travail marchand que le travail non marchand. Le module expose de façon précise les avantages des données sur les budgets-temps, qu'il faudrait collecter, pour bien faire, à des intervalles de cinq ans, afin de promouvoir une meilleure compréhension de l'économie et de la société, de sorte que les décideurs comptabilisent et affectent des ressources à la production des ménages.

Le module présente ensuite un guide spécifiquement africain des méthodologies et démarches concernant la collecte de données sur les budgets-temps, que ce soit dans des enquêtes indépendantes ou dans le cadre d'autres enquêtes.

Il montre en outre comment des données sexuées peuvent également être obtenues, dans chaque pays africain, à partir des enquêtes continues sur les ménages, qui pourraient être menées tous les six mois et non tous les mois comme dans les pays développés, à partir d'échantillons de 5 000 ménages au maximum par pays. Le modèle montre comment, par cette nouvelle démarche, les données tirées des enquêtes continues sur les ménages pourraient servir à mettre à jour les estimations fournies par les enquêtes menées à l'échelle nationale, pour comprendre la dynamique à court terme entre l'économie des ménages et l'économie de marché dans le cadre des fluctuations du cycle conjoncturel. Il apparaît clairement que les enquêtes continues sur les

ménages sont un point de départ important pour la mise en place de systèmes statistiques nationaux modernes, dynamiques et de pointe, partout en Afrique.

Le module indique également comment les enquêtes continues sur les ménages peuvent servir à produire les comptes nationaux sur le temps, qui constituent une série d'estimations de l'ensemble de nos avoirs et dépenses de temps, à l'instar des estimations de données et dépenses nationales, qui représentent nos transactions marchandes en unités monétaires.

Module 3: Comptes nationaux sur le temps et comptes satellites nationaux de la production des ménages

Le module expose des méthodes d'évaluation du travail non marchand et d'estimation de la contribution de ce travail au produit brut des ménages; il fournit également des indications pour la préparation des comptes nationaux sur le temps et des comptes satellites nationaux de la production des ménages. Ces deux catégories de comptes sont des outils ou des points de départ d'intégration des données sexuées obtenues à partir des enquêtes sur les budgets-temps et des enquêtes continues sur les ménages dans la prise de décision axée sur les stratégies de réduction de la pauvreté par le biais des comptes nationaux, qui sont un ensemble de comptes récapitulatifs de la valeur et de la répartition de l'ensemble des recettes et produits d'une économie. Les comptes nationaux mesurent le revenu national brut, le produit intérieur brut (PIB) et le produit national brut (PNB), ainsi que les contributions de chaque secteur. Cependant, le Système de comptabilité nationale 1993, qui est le système normalisé en vigueur dans pratiquement tous les pays, ne couvre pas le produit brut des ménages, qui est la valeur ajoutée totale de la production des biens et services des ménages destinés à leur propre consommation (ou à d'autres ménages, sans aucune rémunération).

Comme les femmes sont à l'origine de la majeure partie du produit brut des ménages, qui n'est pas mesuré dans le cadre du Système de comptabilité nationale, le module formule des recommandations sur les normes à utiliser pour mesurer ces services, afin de promouvoir l'intégration de la parité des sexes dans les politiques et les comptes nationaux et contribuer à accroître la valeur analytique et la disponibilité de ces informations, pour les besoins des décideurs.

Le module explique que les comptes nationaux sur le temps sont le point de départ de la préparation des comptes satellites nationaux de la production des ménages et visent trois objectifs:

- Donner une compréhension plus complète des ménages que n'en fournissent les comptes, qui se concentrent uniquement sur l'utilisation de l'argent ;
- Donner une meilleure compréhension de l'ensemble de l'économie, qui regroupe la production marchande et la production non marchande;
- Donner de meilleurs fondements aux décisions de politique économique et sociale que les mesures incomplètes qui se concentrent uniquement sur le travail rémunéré au sein de l'économie marchande et ne tiennent pas compte de la division sexuelle du travail au sein du ménage.

Le module définit également les comptes satellites nationaux de la production des ménages comme une série de comptes tirés des comptes nationaux sur le temps, une version élargie du secteur des ménages figurant dans le Système de comptabilité nationale 1993, et qui suit la structure générale de ce système mais comporte d'autres transactions que ce système ne comptabilise pas alors qu'elles sont liées aux activités économiques du ménage, mais dont il reconnaît qu'elles font partie de l'activité économique.

Le module présente l'objectif des comptes satellites nationaux de la production des ménages comme étant de donner une vue d'ensemble des activités de production exécutées par les ménages et de donner une estimation de la valeur de la production des ménages. Il apparaît que le principal objectif des comptes satellites nationaux de la production des ménages est de fournir des estimations distinctes du produit brut des ménages, qui peuvent servir ensuite à déterminer l'évolution et l'interaction des deux économies : l'économie de marché monétaire et l'économie des ménages non monétaire.

Module 4: Enquêtes continues sur les ménages en Afrique

Le module 4 présente un programme d'action qui doit permettre à la CEA de contribuer à instituer des enquêtes continues sur les ménages dans tous les pays africains. Ce programme sera le point de départ de la mise en place de systèmes statistiques nationaux modernes, dynamiques et de pointe, en Afrique. Il est proposé qu'en 2005, un groupe de 6 à 10 pays commence un programme harmonisé d'enquêtes semestrielles continues sur les budgets-temps et autres données concernant les ménages. Ces enquêtes fourniraient, en 2006, la base du calcul des premières estimations en Afrique des comptes satellites nationaux de la production des ménages et du produit brut des ménages, dans les pays participant à ce programme en 2005.

Tous les pays établiraient de la même façon les comptes satellites nationaux de la production des ménages. A la mi- 2006, les pays faisant l'objet de l'enquête continue sur les ménages pourraient établir des budgets manifestant le souci de la parité pour 2007, compte tenu des données initiales des enquêtes sur les budgets-temps, des comptes satellites nationaux de la production des ménages et du produit brut des ménages.

Dans le même temps, en 2006, les données sur les budgets-temps et les ménages ventilées par sexe des enquêtes continues sur les ménages pourraient servir à élaborer des modèles macroéconomiques, tenant compte des spécificités de chaque sexe et concernant l'ensemble de l'économie - les ménages et le marché - et des modèles de micro-simulation fondés sur le sexe de la production des ménages.

Dans le module, il est souligné que le nouveau système statistique moderne fondé sur l'enquête sur les ménages devrait se généraliser en Afrique dans la mesure où les pays réaménagent leurs budgets pour fournir les ressources nécessaires à leurs services statistiques nationaux. Dans le cadre de ce programme, les pays africains devraient mettre en place trois nouveaux systèmes statistiques: *un système africain de comptabilité du budget-temps, un système africain de comptabilité des ménages et un système africain de comptabilité nationale.*

L'élaboration d'un système national de la comptabilité du budget-temps permettrait d'améliorer, dans une large mesure, une modélisation de nos systèmes économiques et sociaux qui tienne compte des spécificités de chaque sexe.

Module 5 : Politique nationale et production des ménages

Le module 5 explique l'importance de l'utilisation des données sexuées sur la production des ménages pour la politique macroéconomique, et notamment pour l'élaboration des politiques. Il donne une idée de la façon dont une conception plus large de la production et du travail permettrait d'orienter la politique et de promouvoir une plus grande égalité entre les sexes. Ainsi, le module montre comment les statistiques sur les ménages des comptes nationaux peuvent servir à définir les grandes orientations, les mesures à prendre et les moyens de promouvoir l'égalité des chances en les intégrant dans le processus de développement.

Le module présente six stratégies pour intégrer la production des ménages dans la politique nationale : i) réforme du système statistique national ; ii) renforcement de l'autonomie et accroissement des revenus des femmes ; iii) amélioration du bien-être et de la qualité de vie des femmes ; iv) marché du travail et politiques en matière d'emploi ; v) lutte contre la discrimination fondée sur le sexe dans les politiques macroéconomiques et vi) suivi des incidences des politiques et des programmes concernant les ménages. Pour ce faire, il faut tout d'abord créer des systèmes statistiques nationaux efficaces et modernes en Afrique. Les données nouvelles, améliorées et fiables élaborées à la suite de la modernisation des statistiques en Afrique, permettraient, ainsi, de définir des politiques qui feraient ressortir l'ensemble des activités rémunérées et non rémunérées et des revenus monétaires et non monétaires.

TROISIÈME PARTIE : POLITIQUE ÉCONOMIQUE, RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET BUDGETS GOUVERNEMENTAUX

Dans le module 6, cette partie explique, de façon plus détaillée les conséquences des politiques macroéconomiques sur la production des ménages. Le dernier module explique comment transformer le budget de l'État en un important instrument de politique macroéconomique pour faire ressortir le rôle que les hommes et les femmes jouent dans l'ensemble de l'économie, pour réduire la pauvreté et améliorer le bien-être de la population.

Module 6 : Instruments macroéconomiques pour l'évaluation des conséquences des politiques nationales en ce qui concerne les hommes et les femmes et la réduction de la pauvreté

Le module 6 montre comment l'élargissement du cadre macroéconomique en utilisant les comptes satellites nationaux de la production des ménages permet d'évaluer les conséquences des politiques nationales sur les efforts de réduction de la pauvreté et le bien-être des populations. Il montre, également, pourquoi les gouvernements africains devraient élaborer et utiliser des modèles macroéconomiques tenant compte des spécificités de chaque sexe. Il expliquait qu'au cours des 30 dernières années, les pays en développement, en particulier en Afrique subsaharienne, avaient subi des chocs macroéconomiques majeurs liés notamment aux fluctuations des cours mondiaux des matières premières et des exportations agricoles ou à des

réformes économiques (programmes d'ajustement structurels, austérité budgétaire et libéralisation des échanges commerciaux). Ces chocs ont eu des répercussions significatives sur les économies de ces pays, en particulier au plan de la pauvreté ou de l'aggravation des écarts en matière de revenu, de santé, d'éducation, de nutrition, etc.

Ces problèmes de développement liés aux questions hommes-femmes ont suscité des débats, mais l'absence d'instruments d'analyse macroéconomique appropriés dans ce domaine, spécialement en Afrique, s'est fait sentir sur la qualité des analyses quantitatives. Il est toutefois de plus en plus nécessaire que les gouvernements africains évaluent l'incidence de leurs politiques économiques sur le bien-être et la macroéconomie dans un souci de transparence et d'obligation redditionnelle. La CEA a donc mis au point un modèle macroéconomique sexospécifique pour évaluer de telles incidences.

Le module part du principe qu'un modèle sexospécifique vise à démontrer aux décideurs, avec une précision numérique, dans quelle mesure les inégalités entre les sexes dans la comptabilité nationale et les politiques fiscales peuvent avoir des incidences différentes pour les hommes et les femmes en ce qui concerne, par exemple, l'emploi, les revenus, les loisirs, la santé, l'éducation, etc. Il devrait également mieux faire comprendre comment les différences de comportement économique selon le sexe se répercutent sur les divers résultats macroéconomiques (par exemple, la croissance et la réduction de la pauvreté).

Module 7 : Intégration de la production des ménages dans les budgets publics

Ce dernier module présente un autre instrument important : la budgétisation sexuée, mise au point par la CEA comme l'une des stratégies de réduction de la pauvreté, qui permet de mieux tenir compte des contributions des hommes et des femmes à l'économie nationale, ce qui en fait un outil précieux pour comprendre la teneur sociale des politiques macroéconomiques. Les budgets sexués sont des instruments et des processus conçus pour faciliter une analyse des questions hommes-femmes dans la formulation des budgets publics et l'affectation des ressources. Ces budgets ne sont pas des budgets distincts pour chaque sexe. Selon le module, la budgétisation sexuée vise à établir un budget public en fonction de ses incidences sur les hommes et les femmes, et à concrétiser les engagements pris dans le cadre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, du Programme d'action de Beijing et d'autres instruments juridiques par une affectation appropriée des ressources pour leur mise en œuvre et leur suivi.

Le module précise que, puisque la contribution des femmes à l'économie totale n'est pas mesurée, les décideurs ne tiennent pas compte, lorsqu'ils établissent les budgets publics, de la contribution déterminante qu'apportent les hommes et les femmes au bien-être économique par le biais de la production des ménages et que des données économiques incomplètes et erronées risquent d'aboutir à des politiques inadaptées.

Le module présente ensuite deux instruments que la CEA cherche à promouvoir pour aider les gouvernements africains à établir et analyser la budgétisation sexuée. Il explique que les budgets publics ont un rôle particulièrement important en ce qui concerne le long temps de

travail des femmes et la budgétisation sexuée peut avoir un effet significatif sur la lourde charge que représentent les tâches domestiques. Il peut s'agir de l'amélioration de l'accès à l'énergie et à l'eau, des transports intermédiaires, des technologies économisatrices de main-d'oeuvre dans toute la gamme des tâches ménagères et productives, ce qui peut favoriser un meilleur équilibre entre hommes et femmes dans le travail domestique et le travail marchand, accroître la productivité du travail et donc réduire la pauvreté.

5. Recommandations

L'utilisation de données sexuées et leur intégration dans les politiques de croissance favorables aux pauvres sont possibles si le climat politique et institutionnel est favorable. Les recommandations ci-après ont plus de chances d'être mises en œuvre si elles relèvent du ministère des finances, de la planification et du développement économique, en raison de son rôle déterminant dans la direction des réformes économiques structurelles axées sur la croissance à long terme de l'économie. En outre, la plupart des statistiques nationales dépendent de ce ministère.

- *Intégrer des mesures propres à éliminer les obstacles et les problèmes liés aux questions de parité dans les stratégies nationales de croissance et de réduction de la pauvreté :*
 - *En reconnaissant officiellement que l'économie des ménages fait partie de l'ensemble de l'économie nationale et doit être mesurée et intégrée dans le système de comptabilité nationale ;*
 - *En réformant le système statistique national par l'introduction d'enquêtes continues sur les ménages et d'enquêtes sur les budgets-temps, afin de générer des données sexuées indispensables ;*
 - *En adoptant les comptes satellites nationaux de la production des ménages pour disposer d'une base de données pour la planification stratégique et l'analyse des politiques de façon à identifier des options de développement plus équitables et durables ;*
 - *En adaptant l'évaluation des incidences des politiques sur la réduction de la pauvreté et le bien-être ;*
 - *En adoptant la budgétisation sexuée pour la présentation du budget national par l'affectation systématique de ressources pour l'autonomie des femmes et l'examen des politiques selon une perspective sexospécifique ; et*
 - *En envisageant, par exemple, d'affecter 2% du budget national pour traiter spécifiquement des obstacles liés au sexe qui entravent la réduction de la pauvreté.*

Références

Secrétariat du Commonwealth (2003) : « *Gender Mainstreaming in Poverty Eradication and the Millennium Development Goals* » (Intégration d'une perspective sexospécifique dans les programmes d'élimination de la pauvreté et les Objectifs du Millénaire pour le développement) - Monographie destinée aux décideurs et à d'autres parties prenantes.

Commission économique pour l'Afrique (2004) : « *Le chaînon manquant dans le processus de croissance et de développement durable : comment éliminer les disparités entre les hommes et les femmes* » - Document de synthèse présenté dans le cadre du Colloque conjoint BAfD/CEA sur la parité des sexes, la croissance et le développement durable, 24 mai 2004, Kampala.

_____ (2004) « *A Guidebook for Mainstreaming Gender Perspectives and Household Production into National Accounts, Budgets and Policy* » (Manuel d'intégration de perspectives sexospécifiques et de la production des ménages dans la comptabilité nationale, les budgets et les politiques d'un pays).

D. S. Ironmonger (1996) : « *Time Use and Satellite Accounts for Modelling the Household Economy* » (Utilisation des budgets-temps et des comptes satellites pour modéliser l'économie des ménages) - Rapport présenté à International Association for Research in Income and Wealth, Lillehammer, août 1996.

Organisation des Nations Unies (1993) : *Système de comptabilité nationale de 1993*.

Banque mondiale (2000) : « *L'Afrique peut-elle revendiquer sa place dans le XXIe siècle ?* », Washington.

